

Les suppressions d'emplois au cœur des tractations d'acquisitions

Soutenez la reprise de *Paris Normandie* par les salariés

Rossel déclare regarder toutes les opportunités d'acquisitions de titres de presse pour grossir son empire de presse déjà gigantesque. Il espère peser encore plus lourdement sur l'emploi dans ses entreprises avec cette stratégie de conquête « papivore ». En effet, celui-ci se porte acquéreur des titres de *Paris Normandie* au Tribunal de Commerce de Rouen et prévoit de licencier 40 salariés alors qu'un plan de départ de 31 salariés vient d'avoir lieu à l'été 2016. Le même groupe Rossel souhaite aujourd'hui supprimer 178 emplois à *La Voix du Nord* afin de dégager du cash pour ses opérations d'acquisitions.

L'actuel actionnaire du titre *Paris Normandie*, Xavier Ellie, alors que l'entreprise à un excédent brut d'exploitation (EBE) positif, propose lui un nouveau plan de licenciements qui concernerait 31 salariés. Dans le même temps, dans les autres groupes de presse, il est annoncé des plans de restructurations, de licenciements voir des fermetures d'entreprises...

Toutes ces acquisitions et restructurations, avec leurs cohortes de licenciements, sont mortifères pour l'emploi et les titres concernés et laissent entrevoir des conditions de travail totalement dégradées pour les salariés dans l'ensemble des titres de presse à plus ou moins long terme.

Il suffit !

Les salariés de *Paris Normandie*, las d'avoir à subir des plans de licenciements continuels et las d'avoir supporté les méthodes de la famille Hersant et de Xavier Ellie, ne veulent pas avoir à endurer Rossel comme unique actionnaire ! C'est pourquoi ils se portent acquéreurs de l'entreprise au Tribunal de Commerce sous forme de Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC).

Paris Normandie n'est pas une entreprise moribonde, les salariés ont un projet qui pérennisera les titres de *Paris Normandie* et de la presse havraise, le pluralisme de la presse et les emplois.

Les salariés de *Paris Normandie* ont besoin de la solidarité de tous pour constituer le capital social de départ. La réussite de ce projet démontrera que la solidarité, dans la profession et dans la CGT, n'est pas un vain mot. Ils ont donc besoin du soutien, en premier lieu, des équipes de tous les titres de presse, toutes catégories confondues, qui pourront dire fièrement :

« **Nous avons participé à sauver *Paris Normandie* et ses emplois** ».

**Il y a des luttes à mener, il y a des luttes gagnantes,
gagnons celles-ci ensemble !**

Prenez des parts sociales (la part sociale est fixée à 50 euros) ou faites un don à envoyer à :

Véronique CHRISTOL – SCIC – 45, rue Dumont – 76300 SOTTEVILLE-LES-ROUEN

Plus d'informations sur le site de la FILPAC CGT